



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation à Gaza

Question au Gouvernement n° 4033

Texte de la question

SITUATION À GAZA

M. le président. La parole est à M. André Chassaigne.

M. André Chassaigne. Monsieur le Premier ministre, dans les territoires palestiniens occupés et en Israël, depuis une semaine, le bilan humain ne cesse de s'alourdir : 212 morts à Gaza, dont soixante et un enfants, dix en Israël, dont un enfant. D'importantes frappes aériennes israéliennes, de véritables bombardements, visent impunément des zones densément peuplées ! Le déséquilibre dans l'utilisation de la force est manifeste ! Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme rappelle que le non-respect des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des opérations militaires constitue une grave violation du droit international humanitaire et peut s'assimiler à un crime de guerre ; des rapports font état d'un recours à la force excessif et discriminatoire de la part de la police et des colons israéliens ; une puissance occupante enferme, opprime, avec des violences injustifiables !

M. Meyer Habib. Gaza n'est pas occupée !

M. André Chassaigne. Dire ce que je dis n'est pas faire acte d'antisémitisme. Dénoncer la politique du gouvernement d'extrême droite de Netanyahaou, dénoncer une colonisation entreprise en violation du droit international, dénoncer la spoliation des biens d'un peuple colonisé, dénoncer un système d'apartheid, dénoncer des crimes de guerre, ce n'est pas être antisémite ! Il ne faut pas tout mélanger ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*) Et interdire d'apporter un soutien à un peuple agressé, affamé, dans le cadre de manifestations pacifistes, n'est pas acceptable ! encore moins dans le pays des droits de l'homme et sous prétexte de motifs aussi fallacieux qu'insultants.

M. Meyer Habib. Fake news ! Mensonges !

M. André Chassaigne. Car, deux fois oui, la vie des Palestiniens compte aussi, monsieur le Premier ministre.

M. Meyer Habib. Qui est responsable ?

M. André Chassaigne. La France ne peut plus se taire face à ce drame humain ! Nous vous demandons solennellement d'agir au sein du Conseil de sécurité pour obtenir la fin des violences et des sanctions fermes pour la violation du droit international.

La seule solution, c'est la paix ! mais une paix juste, une paix sans colonisation ! cette paix, dont Palestiniens comme Israéliens ont tant besoin ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

Mme Aurore Bergé. Et le Hamas ?

M. Sylvain Maillard. Pas un mot contre le Hamas ?

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Monsieur le président Chassaigne, la situation est en effet extrêmement grave et préoccupante, et la France, sa diplomatie, au premier chef le Président de la République, sont à l'action face à ces événements dont le bilan humain, vous l'avez rappelé, est très lourd. Nous sommes inquiets du sort des populations civiles à Gaza, territoire déjà éprouvé par près de quinze années de blocus. Cette spirale de violence ne se limite d'ailleurs pas à Gaza puisque, dans plusieurs villes israéliennes, les tensions entre populations ont atteint un niveau de violence inédit ; en Cisjordanie et à Jérusalem, les affrontements entre Palestiniens, colons et forces de sécurité israéliennes se multiplient.

Face à cette situation,...

M. Meyer Habib. Pas un mot pour Israël ! Scandale !

M. Jean Castex, Premier ministrela France appelle avant tout, de façon extrêmement ferme, l'ensemble des acteurs à mettre un terme immédiat à toutes les violences, à toutes les provocations et à toute incitation à la haine pour permettre un retour au calme.

M. Meyer Habib. Et le terrorisme ?

M. Jean-Paul Dufrègne. Monsieur le Président !

M. Jean Castex, Premier ministre . Nous appelons tous les acteurs à garantir l'accès rapide et sans entrave de l'aide à Gaza. Un convoi humanitaire a été, vous le savez, autorisé aujourd'hui et ce mouvement doit se poursuivre.

M. Meyer Habib. Et la violence contre les civils israéliens ? Cette réponse est un scandale !

M. Jean Castex, Premier ministre . Nous demandons également à tous de protéger le personnel humanitaire et médical.

M. Meyer Habib. Vous donnez raison au Hamas !

M. le président. Mon cher collègue !

M. Jean Castex, Premier ministre . Enfin, la sécurité des journalistes et de tous ceux dont l'expression concourt à la libre information et au débat public, et leur protection en temps de conflit, relève d'un esprit de responsabilité essentiel.

Mais, nous le savons toutes et tous ici, il faut une solution politique de long terme à ce conflit ! La France, à Jérusalem en particulier, a exprimé très tôt sa préoccupation à l'égard des tensions apparues dès avril, elle n'a cessé de souligner les risques liés à la poursuite de la politique de colonisation, notamment les évictions à Jérusalem-Est, elle a rappelé la nécessité de la stricte préservation du statu quo historique dans les lieux saints de la ville, et elle réitère devant la représentation nationale son attachement indéfectible à la sécurité d'Israël !

M. Meyer Habib. J'ai honte ! J'ai honte ! (*M. Meyer Habib quitte l'hémicycle.*)

M. Jean-Luc Mélenchon. C'est ça, dehors !

M. Jean Castex, Premier ministre . Le Président de la République vient de s'entretenir avec le roi de Jordanie et le président égyptien pour organiser la convergence de nos efforts. Il a reçu hier ce dernier après s'être entretenu, au cours des jours précédents, avec le Premier ministre Netanyahu et avec le Président Abbas. La France soutient sans réserve les efforts de médiation égyptiens avec lesquels nos démarches sont étroitement coordonnées.

Vous le voyez, monsieur le président Chassaigne, mesdames, messieurs les députés, la France ne ménagera aucun effort pour parvenir à une cessation des hostilités et à une solution politique, celle d'une paix durable.
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [M. André Chassaigne](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (5^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4033

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 mai 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 mai 2021](#)